

Pouvoir s'opposer, Toujours proposer :

Comité Hygiène et Sécurité et des conditions de Travail

Le Comité hygiène et sécurité et condition de travail s'est tenu dans les locaux de l'immeuble Brassart le 26 septembre 2017. Sous la présidence de M. Roulet, Directeur Départemental des Finances Publiques de notre département et en présence de Mme. Degond, Administrateur général des Finances publiques.

La séance a été ouverte à 09h30 pour être clôturée à 15h.

Etaient présents à cette réunion, outre les représentants de l'administration, les représentants du personnel : Solidaires , FO DGFIP 62, CFTC-UNSA DGFIP 62 , Monsieur Royer, Monsieur Gaucher et Mme HEROGUER secrétaire animatrice du CHSCT

L'ordre du jour du CHSCT est le suivant

- 1) *Approbation du procès-verbal du CHSCT des 7 mars 2017 et 24 mai 2017*
- 2) *Point sur la réunion du groupe de travail du 5 septembre 2017*
 1. *Registres Santé Sécurité au Travail*
 2. *Rapports de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail*
 3. *Déclarations d'accident de travail*
 4. *Fiches de signalement*
 5. *Bilan des exercices incendie*
- 3) *Soldes des crédits 2017*
- 4) *Bilan annuel 2016 de la Santé, de la Sécurité et des Conditions de Travail.*
- 5) *Rapport national d'activité 2016 de l'Inspection Santé Sécurité au Travail.*
- 6) *Questions diverses*
 - *Information sur l'actualisation des projets de réorganisation des services présentés lors du CHSCT du 11 juillet 2017 (transfert et fusion de la trésorerie mixte de Rouvroy avec celle de Vimy*

Approbation des procès-verbaux des 7 mars 2017 et 24 mai 2017

Les procès verbaux, après deux modifications de la part des O.S, ont été adoptés.

Point sur la réunion du groupe de travail du 05/09/2017

Registres Santé Sécurité au Travail :

Toutes les observations portées sur les registres Santé Sécurité au Travail ont été étudiées. Les signalements pour lesquels des solutions ont été apportées ont été archivés. De nombreux problèmes signalés ont été résolus ou sont en voie de l'être.

Observations particulièrement mentionnées ou complémentaires :

Registre dématérialisé :

Archivage : lorsque plusieurs problèmes sont signalés dans une même demande, on ne conservera que les signalements non résolus.

CDFP Saint-Pol : au titre du programme immobilier, la Direction fera une nouvelle demande de crédits pour remplacer les menuiseries qui ne sont plus étanches.

TP Calais : au titre du programme immobilier, la Direction fera une nouvelle demande de crédits pour déboucher les radiateurs afin d'obtenir une meilleure température dans les bureaux.

CDFP Hénin-Beaumont : revoir l'éclairage du parking et procéder à l'élagage des arbres. L'élagage des arbres est programmé et un devis a été reçu pour l'éclairage (le financement de ce dernier est demandé sur le budget du CHSCT).

SIE Saint-Omer : problème de luminosité.

M. ROYER se rendra sur place pour étudier le problème.

Trésorerie de Douvrin : infiltrations d'eau. La bouche d'évacuation des eaux de pluie n'est pas nettoyée.

Il sera rappelé au chef de poste qu'il convient de faire procéder régulièrement au nettoyage du conduit pour éviter que celui-ci ne soit obstrué par des feuilles.

SPFE d'Arras : les agents demandent que l'on aménage l'espace d'accueil (conditions de travail très difficiles en raison du bruit).

Un projet d'aménagement, réalisé en concertation avec les agents, a été présenté lors du CHSCT du 13/06/17. Celui-ci n'a pas été retenu, les représentants du personnel estimant que cette dépense doit être financée par la Direction dans le cadre des restructurations.

A la demande des agents, ce projet fera l'objet d'une nouvelle présentation lors du CHSCT du 26/09/17.

SIP Lens Nord : vérifier si la lumière a été rétablie au sous-sol.

Trésorerie d'Audruicq : le ménage n'a pas été fait depuis le mois de mars 2017.

Après vérification, il s'avère que le chef de poste n'a pas signé la convention qui prévoyait le remplacement de la femme de ménage. Celui-ci va être relancé à cet effet.

Tous sites : envisager de faire un recensement des besoins en matériel d'entretien pour le personnel de ménage.

Problème de dosage des produits d'entretien sur certains sites : Mme HEROGUER fournira une documentation sur les centrales de distribution des produits ménagers (matériel installé dans le département de l'Aisne).

Prévoir, lors d'un groupe de travail, d'élaborer une charte sur la bonne utilisation du registre santé sécurité au travail.

Après examen, il reste 23 observations en cours (72 au départ).

Rapports de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail :

CFP de Béthune (visite du 8 février et 1^{er} mars 2017)

Les observations essentielles suivantes ont été mentionnées par l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail dans son rapport du 14 mars 2017 :

- Vérification des installations électriques : date du 2 octobre 2014 alors que la réglementation prévoit clairement que celles-ci doivent être vérifiées tous les ans (peut être porté à deux ans sous conditions).
Les vérifications électriques ont été programmées en 2017 pour tous les sites.
- Maintenance des installations électriques : un registre doit être à disposition incluant les résultats des vérifications initiales et périodiques ainsi que les justificatifs des travaux et modifications effectués pour porter remède aux défauts constatés.
- Vérifier les interrupteurs (grésillements signalés).
- Supprimer les prises multiprises sur lesquelles sont branchés des appareils de forte puissance pour éviter les risques d'incendie.
Un recensement sera effectué et des dispositions seront prises.
- Aucun appareil électrique ne doit être installé dans les locaux à risques que sont les archives (un coin repas est installé dans les archives de la trésorerie municipale ainsi qu'un mopieur).
Il sera rappelé qu'il est interdit d'avoir des appareils électriques dans les locaux d'archives.
Un câble sera tiré pour permettre l'installation du mopieur dans un endroit mieux adapté.
- Les portes coupe-feu sont maintenues ouvertes avec des cales dans le couloir du SIP et sur le palier au 1^{er} étage (escalier central).
L'ordre a été donné de fermer les portes coupe-feu.
- La porte de sortie au rez-de-chaussée n'est pas utilisable par un agent à mobilité réduite ou ayant des difficultés à se déplacer (un agent est dans ce cas).
Adapter cette sortie en créant une rampe permettant l'évacuation de tous les agents (possibilité de solliciter la CRIPH à cet effet).
- Le guide ministériel prévoit qu'une signalétique doit être apposée sur les matériaux amiantés.
Procéder à une matérialisation sur un plan.
- Isolation phonique faible entre les bureaux du PCR.
Vérifier dans un 1^{er} temps si les cloisons vont bien jusqu'au plafond et si les joints entre les cloisons et le plafond sont bien faits.
Le problème sera étudié.

Projet de fusion des trésoreries de Rouvroy et de Vimy (visite du 30 juin 2017)

- Le poste d'accueil n'est pas ergonomique. Les aménagements apportés au projet ont amélioré l'ergonomie et l'espace de travail. Une partie de la banque d'accueil devra permettre l'accueil des personnes handicapées.

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais
Gabriel Gaillard, Secrétaire Départemental, R F Boulogne sur Mer (E M R 62)
16 rue Victor Hugo, 62200 Boulogne sur Mer, 06 66 61 81 11
<http://062.cftc-tresor.fr>

En attente du devis pour apporter les modifications demandées.

- Revoir la VMC (elle ne fonctionne pas dans les sanitaires).
- Le local d'archives sera insuffisant pour entreposer les archives des deux services. Il est envisagé d'utiliser le garage à cet effet (en cours de vidage).

Déclarations d'accident de travail :

On recense 9 accidents du travail depuis le dernier groupe de travail du 23 mai 2017 : 3 accidents de service et 6 accidents de trajet (2 en voiture, 4 à pied).

Un accident de trajet à pied a été causé par une pomme de pin sur le chemin d'accès au CDFP. Il conviendrait de veiller à l'entretien des accès piétonnier (feuilles, pommes de pin...).

6 accidents du travail ont nécessité un arrêt de travail (dont 3 un arrêt d'au moins 40 jours pour entorse ou fracture).

Fiches de signalement :

On dénombre 6 nouvelles fiches de signalement depuis le dernier groupe de travail du 23 mai 2017. Parmi les 6 nouveaux signalements :

- 4 font état d'agressivité verbale, d'insultes, de commentaires désobligeants, ou de menaces verbales à l'encontre d'agents. Un courrier a été adressée à l'agent et à l'agresseur dans un cas.
- 1 signalement fait état d'agressivité verbale entre collègue. Le problème a été réglé en interne par le chef de poste.
- 1 fait état de menaces de suicide d'un usager suite à la mise en place d'un ATD. Le service a essayé de contacter le contribuable en vain. L'ATD a été effectué. Pas de suite à ce jour. Mme VAN DE WALLE a saisi la Direction afin de savoir si des dispositions avaient été prises pour aider le contribuable qui semblait perdre pied devant ses difficultés. Y a-t-il un service qui est saisi pour éviter un passage à l'acte : le Maire de la commune où il habite, le Président du Conseil Départemental par exemple, pour qu'une prise en charge médico-sociale soit proposée à la personne ? Mme VAN DE WALLE s'est mise à disposition pour travailler sur ce sujet si besoin était.

Bilan des exercices incendie :

Après diverses relances effectuées par l'Assistant de Prévention auprès des gestionnaires de sites (11 mai 2017 et 14 juin 2017), dix nouveaux exercices d'évacuation ont été réalisés depuis le dernier groupe de travail du 23 mai 2017. Les incidents ou dysfonctionnements suivants ont été signalés :

- ↘ Arras Diderot : le détecteur a été déplacé afin d'éviter les déclenchements à l'ouverture du four – Trois personnes n'ont pas jugé utile d'évacuer – Des déclenchements d'alarme intempestifs sont signalés : le problème sera étudié.
- ↘ Béthune : bien que fonctionnelle, la centrale incendie est toujours en défaut : la Sté Finsécur doit intervenir sur un détecteur non opérationnel dans la salle des coffres de la trésorerie – Rappel à l'ordre de deux personnes réticentes aux consignes d'évacuation.
- ↘ Bruay : le panneau précisant le lieu de rassemblement n'est toujours pas installé. Les plans d'évacuation ne sont pas à jour.
- ↘ Longuenesse : 1^{er} exercice du nouveau gestionnaire – Quelques fenêtres sont restées

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais
Gabriel Gaillard, Secrétaire Départemental, R F Boulogne sur Mer (E M R 62)
16 rue Victor Hugo, 62200 Boulogne sur Mer, 06 66 61 81 11
<http://062.cftc-tresor.fr>

ouvertes – Panneau de point de rassemblement à installer – Circuits à préciser aux intervenants.

✎ Saint-Pol : constatation centrale HS – Un devis a été effectué pour le remplacement de la centrale et une demande de crédits est en cours – Installation de sirènes autonomes.

Le message de l'Assistant de Prévention du 14 juin 2017 rappelait également les préconisations formulées lors du CHSCT du 13 juin 2017 (affichage des personnes habilités, formation des acteurs dans ce domaine, désignation d'un agent chargé de prendre le défibrillateur le cas échéant, réunion de mise au point précisant le rôle de chacun et son périmètre d'intervention). L'attention était également attirée sur le prochain mouvement de mutation et la possible nécessité de former de nouveaux agents.

4 sites n'ont pas transmis le compte-rendu de l'exercice d'évacuation : Arras Brassart, la Paierie Départementale, Hénin-Beaumont et Ecuire. Un mél de relance a été adressé aux gestionnaires concernés le 25 août 2017...et 4 dépôts...

Les membres du groupe de travail demandent que les listes de guide-file/serre-file soient remises à jour suite au mouvement de mutation du 1^{er} septembre 2017. Tous les gestionnaires de site ont été relancés, l'assistant de prévention s'assurera que chaque site a bien effectué cette mise à jour.

Par ailleurs, un message sera envoyé à ces gestionnaires pour rappeler la gestion spécifique des personnes « en difficulté ».

De plus, il a été rappelé, lors de ce CHS, que les fiches de signalement trouvent leur utilité dans la gestion des problèmes et non dans la résolution des différends entre agents...ces incivilités entre collègues démontrent malheureusement le mal être ambiant....Pour des faits plus graves concernant les usagers, le dépôt de plainte reste la seule voie vers le pénal...à la demande de l'agent. La direction précise que ce ne sont que des incivilités, injures ou menaces...certes ...mais il ne faut pas attendre un acte grave pour guérir.

Solde des crédits 2017

✎ Suite à la perte d'une partie des crédits de l'année dernière, il est proposé à la Direction et plus précisément au CHS de solliciter un abondement de 12 000 €.

Nous allons bien évidemment donner suite à cette opportunité en présentant, avec l'appui de l'ISST, une demande motivée...en espérant une issue positive cette fois...afin de récupérer « notre dû ». (Pour rappel, aucune faute n'incombait à la direction ni au CHS, mais juste une modification de l'utilisation des crédits).

✎ le solde de 34 500 € sera alloué à divers travaux ..notamment éclairage sur Hénin, St-Pol, et achats de fauteuils roulant pour évacuation de PMR (personne à mobilité réduite), de petits matériels et équipements équipe logistique si besoin est.

✎ La direction nous informe par ailleurs qu'une grosse commande d'écrans a été réalisée pour un déploiement en 2018 notamment pour les agents travaillant sur double écran...voilà qui augurerait de meilleures conditions de travail pour nos collègues.

✎ Certaines formations ont été déprogrammées (espaces verts, techniques de nettoyage....) , faute de candidat et les crédits ont donc été utilisés en conséquence.

Bilan annuel 2016 de la Santé, de la Sécurité et des Conditions de Travail

Ce bilan annuel concerne plus les membres du CHSCT, si toutefois vous êtes intéressés par des informations complémentaires sur ce bilan, veuillez vous rapprocher de vos représentants syndicaux.

Rapport national d'activité 2016 de l'Inspection Santé Sécurité au Travail

Vous trouverez ci-après le lien d'accès au rapport national ISST 2016 :

<https://monalize.alize/files/live/sites/Alize/files/contributed/Accueil/Ressources/Publications/Ressources%20SST/2016%20-%20rapport%20annuel-ISST.pdf>

On notera que, pour notre inspecteur, l'arrivée d'un collègue lui permet de recentrer son activité sur le Nord et le Pas-de-Calais. Auparavant, il gérait 7 départements de plus. (Picardie, Somme, Marne, ...)

Questions diverses

Audruicq : Toujours pas de nouveau projet alors que les locaux se dégradent. L'assistant de prévention va faire le point avec les services techniques de la mairie pour d'éventuelles interventions (notamment humidité...).

Arras Diderot : les agents attendent encore l'affichage d'un rapport vierge pour la cantine....l'affaire de quelques jours pour la direction...parfait...lorsque ce sera affiché.

SPFE Arras : Au niveau de l'accueil, les agents vivent au quotidien une situation très inconfortable. Alors même que ces problèmes avaient été signalés par le CHS lors de la « réorganisation-restructuration », il nous a été demandé de financer ces travaux d'aménagement. Le CHS n'avait pas souhaité dans un premier temps financer cette « modification » en lieu et place de la Direction....devant l'insistance et la souffrance des agents, un cofinancement pour moitié a été validé.

En espérant que l'arrivée « future » d'Arras CH ne modifie en rien l'implantation de ce service, une étude est programmée pour la fin de l'année.

Boulogne : Les plans proposés pour l'implantation de la « cellule recouvrement », avec les huissiers, restent modulables à la marge, l'accueil des usagers avec un espace d'attente suffisant reste à préciser.

Vimy : Toujours en attente de validation par La Centrale...ce projet est encore à l'étude, l'implantation des bureaux ,d'un coin repas à l'étage ...sera étudiée ultérieurement.

Quant à la loi travail et son impact sur le CHS ...pas de précision pour l'instant au niveau de la fonction publique et à la DGFIP en particulier.

Compte rendu de vos représentants CFTC DGFIP 62 au CHS-CT

Yann Plouviez

SIP de LILLERS

Clémentine Leuthreau-Cailleretz

PCE Arras

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais
Gabriel Gaillard, Secrétaire Départemental, R F Boulogne sur Mer (E M R 62)
16 rue Victor Hugo, 62200 Boulogne sur Mer, 06 66 61 81 11
<http://062.cftc-tresor.fr>

CFTC : le syndicat constructif

- 6 -